Dans la vie quotidienne, les évaluations sont partout : à l'école, au travail, que l'on soit cadre, ouvrière, élève ou professeur, les moindres activités humaines sont systématiquement « évaluées ». Rendre des comptes, être mesurable, compétitive, est une injonction permanente, de moins en moins remise en cause.

Au nom de la rétribution au mérite, les évaluations exacerbent la concurrence, instaurent la loi du chacun contre tous et bien souvent tuent : la créativité, les différences, les réflexions, les questionnements, les tâtonnements, les créations collectives … Quand elles ne tuent pas tout court. (suicides chez PSA, chez les infirmières, à France Télécom…)

Il vaut donc toujours mieux savoir de quoi l'on parle et de quelle école.

En France nous connaissons deux écoles :

Celle de Jules Ferry, ministre de l'éducation qui écrasa la Commune et qui institua l'école publique, laïque et obligatoire pour « en finir avec le siècle des révolutions ».

Son école primaire n'est pas une école pour le peuple mais contre lui. C'est une école caserne, où l'on apprend aux élèves à se taire, à obéir, à s'ennuyer et à marcher au pas.

Une école élitiste qui contrôle pour trier les classes sociales, qui sélectionne pour inculquer les valeurs de la bourgeoisie : ne pas partager, ne pas s'entraider et s'enrichir aux dépens des autres. Accumuler les richesses.

Dans cette école l'évaluation a toute sa place : isoler, contrôler, classer et noter avec des couleurs, des points ou des mini-phrases. Le résultat est le même. Comparer, hiérarchiser, exclure et désespérer.

Et une autre, à l'image de certaines classes ou écoles qui s'organisent différemment, qui prennent le temps, élaborent des démarches de d'apprentissage loin de la culture de l'évaluation ou de celle du livret. Une école active, qui revendique que chacune a les moyens et la volonté de progresser. L'aménagement du milieu -jouets, mobilier adapté, espace, outils, documentation…- est une condition première des apprentissages. C'est parce que l'homme a libéré sa main, que son cerveau s'est développé. Et non pas l'inverse ! L'Agir, en lieu et place de la passivité, de l'immobilité, du silence, de l'ennui et du par-coeur. L'enfant n'est pas un vase qu'on emplit mais un feu qu'on allume.

École mutuelle, école du peuple pour et par le peuple. Où apprendre se met en œuvre collectivement, dans les deux sens du terme (apprendre de quelqu'un /apprendre à quelqu'un), où chacune est amenée à recevoir et à transmettre, où chacune est active dans la production de nouveaux savoirs vivants. Où vivre ensemble est un apprentissage majeur.

Dans cette école, nul besoin d'évaluer. De donner une valeur externe.

Pour la CNT-FTE, refuser les évaluations nationales et repenser les apprentissages à l'école avec des démarches collectives, globales et coopératives qui excluent les évaluations -ce n'est pas une loi naturelle !- est une manière de réinventer un autre futur immédiat, débarrassé des impératifs de production. Réaffirmer le service public d'éducation comme une obligation de moyens mis au service des usagers et non pas comme une obligation de résultats au service de la reproduction des élites et de la sauvegarde de leurs privilèges.

(Enfin au moyen de ce véritable « livret ouvrier » numérique du XXI unième siècle, l'individualisation des parcours de formation permettra à terme le remplacement des diplômes par le CV numérique constitué des compétences et des expériences recensées pour chacun-e. Aux diplômes sont attachés

des qualifications, aux qualifications sont liées les conventions collectives qui constituent un corpus de droits sociaux qui vient compléter le droit du travail. Voilà qui simplifiera quelque peu le « dialogue social » quand il s'agira d'aller « se vendre » au patronat sur un « marché du travail » totalement libéralisé par la disparition des droits collectifs devenus opportunément obsolètes.)

Jeudi 11 mai à Paris, était organisé le premier meeting unitaire contre ce livret.
Le texte ci-dessus reprend l'intervention de la CNT-FTE lors de ce meeting